Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine

103-3 | 2015
Les territoires de montagne, fournisseurs mondiaux de ressources

Les territoires de montagne comme fournisseurs mondiaux de ressources : nouvelles formes de disparités entre montagnes et pôles métropolitains

Une introduction

Manfred Perlik

Traducteur : Valentina Ruffo di Calabria à partir de la version anglaise brute

revues.org

Éditeur
Association pour la diffusion de la recherche alpine

Édition électronique
URL : http://rga.revues.org/3130
ISSN : 1760-7426

Référence électronique
Manfred Perlik, « Les territoires de montagne comme fournisseurs mondiaux de ressources : nouvelles formes de disparités entre montagnes et pôles métropolitains », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine* [En ligne], 103-3 | 2015, mis en ligne le 10 mars 2016, consulté le 30 septembre 2016. URL : http://rga.revues.org/3130

Ce document a été généré automatiquement le 30 septembre 2016.

La Revue de Géographie Alpine est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

source : https://doi.org/10.7892/boris.96525 | downloaded : 12.10.2024

Les territoires de montagne comme fournisseurs mondiaux de ressources : nouvelles formes de disparités entre montagnes et pôles métropolitains

Une introduction

Manfred Perlik

Traduction : Valentina Ruffo di Calabria à partir de la version anglaise brute

NOTE DE L'ÉDITEUR

Toutes les versions anglaises de ce numéro ont été révisées par Andre Crous, à l'exception de l'article de Heino Meessen et al.

NOTE DE L'AUTEUR

Remerciements : Ce numéro thématique a été largement inspiré par un atelier international organisé à Nainital / Uttarakhand (Inde) en novembre 2011, organisé par la Mountain Research Initiative sur les questions de l'urbanisation des zones de montagne. Les participants de cet atelier étaient les chercheurs suivants : Jürgen Breuste, Salzbourg / Autriche, Kirsten Valentine Cadieux, Minneapolis / USA, Bernard Charlery de la Masselière, Toulouse / France, Greg Greenwood, Berne / Suisse, Maya Ishizawa, Cottbus / Allemagne, Alison Kohn , Chicago / États-Unis, Manfred Perlik, Berne / Suisse, Hugo Romero, Santiago / Chili, Thomas Feldhoff, Francfort / M. / Allemagne, Vishwambhar Sati, Aizawl, Mizoram / Inde, Pankaj Thapa, Thimphu / Bhoutan, Prakash Tiwari, Nainital, Uttarakhand / Inde, Ismael Vaccaro, Montréal / Canada. Un article collectif sur les aspects des villes et agglomérations dans les zones de montagne est en préparation.

Un fil conducteur pour le numéro

1 Un numéro spécial qui traite d'exploitation minière, d'eau, de logement et d'environnement naturel peut sembler incohérent à première vue. Le point commun entre ces différents biens et services consiste dans le fait qu'il s'agît d'activités économiques spécialisées qui sont en train de définir les nouvelles caractéristiques spécifiques de la montagne et qui vont remettre en question la multifonctionnalité économique qui a longtemps prédominé sur ces territoires. Les spécialisations ne sont pas nouvelles pour les zones de montagne mais elles prennent une importance nouvelle dans le cadre de la mondialisation.

2 Des spécialisations sont possibles seulement sur la base de vastes bassins de marché. Dans des régions peu peuplées, cela implique un lien étroit entre les marchés globalisés et les agglomérations urbaines très peuplées. Les spécialisations des zones de montagne concernent surtout les ressources qui n'existent pas ou sont rares dans les régions métropolitaines. Pour ces raisons il semble justifié d'interroger les nouveaux usages des ressources dans les régions de montagne. Il s'agit d'aborder celles-ci en tant que fournisseurs ou sous-traitants de centres de décision mondiaux, identifiés par Saskia Sassen comme « global cities » et nommés ici « régions métropolitaines », en essayant de traiter les impacts qui leurs sont associés.

3 Le fil conducteur de ce numéro est la transformation fonctionnelle des régions précédemment rurales et surtout des régions de montagne en périphéries ou « espaces additionnels ». Les organismes de conseil et les politiques régionales suggèrent à ces régions une orientation économique en termes d'innovation et d'offre. Les régions marginales devraient ainsi spécialiser leurs économies vers le développement de « proposition de vente unique » (Unique Selling Proposition) pour éviter une compétition directe par les avantages comparatifs des régions densément peuplées et facilement accessibles. En ayant comme objectif d'atteindre – au moins à court ou moyen terme – un monopole temporaire en matière d'offre, afin d'éviter une compétition directe avec les économies low-cost. Si la région choisit correctement sa propre spécialisation (c'est-à-dire si elle peut créer suffisamment de demande), son économie atteindrait des rendements croissants et serait capable de couvrir ses coûts malgré des difficultés liées à la topographie, à l'absence de surfaces cultivables ou à une faible population. De ce point de vue toutes les régions présentées dans ce numéro thématique partagent les mêmes problèmes. Elles acceptent d'abandonner certaines qualités (comme la disponibilité d'espaces ouverts), sacrifient des filières traditionnelles (comme le pastoralisme) ou même la population existante (à travers la gentrification), parce que les atouts du passé ont perdu leur signification et sont en concurrence avec d'autres usages, ou sont considérés comme sans potentiel. Qu'il s'agisse d'exploitation minière, de ressources hydriques ou hydrauliques, de logement ou d'environnement, si les autorités locales et régionales acceptent ces stratégies, elles s'attendent à une réévaluation de leur espace économique, à une stabilisation de leur population, à une meilleure position au sein de la hiérarchie nationale, et à une regain d'intérêt de la part de la population extérieure.

4 Les régions métropolitaines sont les territoires les plus diversifiés grâce à leur taille, leur trajectoire historique, la structure ainsi que l'importance de leurs activités économiques, même dans le cas d'un territoire a priori sans atouts particuliers. Dans le cadre de la métropolisation globale, cette caractéristique n'a fait qu'augmenter, tandis que les villes

petites et moyennes et les périphéries subissaient un appauvrissement et une spécialisation monostructurée. Grâce à leur poids démographique et économique, les régions métropolitaines ont la possibilité d'offrir à leur population une multiplicité d'interactions sociales et professionnelles. Les aires métropolitaines à proximité des montagnes ont à disposition un atout supplémentaire dû à la qualité du paysage, à la sécurité d'un approvisionnement en eau, à une image positive et à des emplois spécialisés liés au relief. Elles bénéficient d'une capacité de diversification accrue, autrement dit d'une position unique sur le marché.

5 Qui plus est, les agglomérations de second rang dans la hiérarchie urbaine peuvent profiter de cet atout lorsque les zones de montagne transforment leur profil agricole-artisanal en développant des filières rentables sur la base de la nouvelle valeur paysagère. Les facteurs clés sont alors la disponibilité en terrains constructibles et la connaissance des marchés externes afin de créer des nouvelles offres de services destinées à une clientèle urbaine, principalement située à l'extérieur des zones de montagne. Les aires métropolitaines peuvent également profiter d'un approvisionnement en ressources matérielles comme l'eau ou la nourriture, qui permet une croissance de population sans risque de pénurie. Dans d'autres cas cette abondance a conduit à une énorme surexploitation et à une croissance surdimensionnée, comme dans le cas de La Paz (Bolivie) située dans la cordillère des Andes, dont l'approvisionnement en eau est complètement dépendant d'un petit glacier qui est en outre mis en danger par la pollution des friches industrielles des activités minières (Hoffmann, 2013). Les villes à l'intérieur ou à proximité des montagnes peuvent également tirer profit des secteurs miniers en accueillant les sièges régionaux et les services commerciaux relatifs à ce secteur. Mais cela pourrait se révéler aussi temporaire que l'exploitation de ces sites, avec les mêmes risques de déclin comme le montrent certains cas historiques comme par exemple Spokane (Washington, USA) près des Montagnes Rocheuses à la fin du XIXe siècle.

6 Tels qu'ils viennent d'être mentionnés, les atouts des zones de montagnes permettent aux villes de second rang de maintenir leur importance dans une hiérarchie urbaine qui s'est transformée à partir d'une fonction d'administration de type Christallérien en un système de régions métropolitaines actives au plan commercial. Les ressources des montagnes les aident à résister dans le cadre d'une compétition mondiale.

7 Du point de vue de l'intérêt collectif de ces villes, qui concentrent la majorité de la population, il semble clair que les zones de montagne à proximité devraient être utilisées à leur profit. À première vue, cela semble juste et efficace aussi en termes écologiques. Cependant une analyse plus approfondie montre que cette forme de division spatiale du travail produit de nouvelles formes de disparités territoriales. Cela semble paradoxal, car dans nombre de zones de montagne européennes les indicateurs habituels comme le PIB régional par habitant ne montrent que des différences relativement faibles par rapport à la prospérité des plaines. Cela peut être en partie expliqué par le problème des niveaux d'échelle (voir la contribution d'Yves Rousselot) mais aussi par la structure de population (voir les contributions de Carla Marchant/Fernanda Rojas et de Cristina Mattiucci). Par conséquent, les disparités ont aujourd'hui un caractère différent par rapport au passé et elles peuvent plutôt être considérées comme une distribution asymétrique de futures opportunités (Perlik, 2012), un problème traité dans ce dossier par Nathalie Bertrand *et al.*

8 Les articles sélectionnés pour ce numéro thématique reflètent un éventail significatif de disciplines et de questions. Il s'avère que le rôle de « fournisseur » est déjà reconnu par la

population montagnarde locale et fait l'objet de controverses, comme l'idée que la relation commerciale pourrait ne pas être « durable », car elle mettrait en danger la survie socio-économique des acteurs locaux dont les ressources propres sont offertes à des prix trop réduits. Les articles proposés reflètent cette prise de conscience : l'interrogation ne porte plus sur la fonction des zones de montagne en tant que fournisseurs, désormais acquise ; mais la question est de savoir comment gérer cette situation et comment les acteurs locaux peuvent s'engager pour négocier de meilleures conditions dans cette relation de dépendance mutuelle mais asymétrique.

Les nouvelles spécialités des montagnes

L'exploitation minière pour satisfaire la faim du village mondial en matières premières

9 Les besoins mondiaux en matières premières ont, entre autres, conduit à ce que les pays pauvres en général et les zones de montagne en particulier, puissent soudainement bénéficier de conditions modifiées de l'offre et de la demande. Cela concerne principalement les terres rares, les métaux précieux, ainsi que d'autres minerais et combustibles fossiles. En particulier, la production de gaz naturel par fracturation (« fracking ») a connu un boom temporaire, qui aux États-Unis dans de nombreuses régions anciennement affectées par un déclin sévère des emplois a mis en place une nouvelle croissance économique. On a déjà vérifié que ce nouvel espoir est très fragile et n'est que temporaire.

10 Beaucoup de ces sites manquent de perspectives car ils sont exploités uniquement de façon temporaire, et leur main-d'œuvre n'a pas les moyens d'investir localement qu'il s'agisse d'implication sociale, de connaissances ou de financements. À l'inverse, les techniciens et ingénieurs très bien payés sont acheminés en avion à chaque rotation de travail, parce que les conditions de vie sur place ne sont pas attrayantes, comme dans le cas des plateformes pétrolières. Les relations de dépendance sont clairement visibles, et l'intérêt pour ces zones va rarement au-delà de la phase d'extraction. Pourtant elles sont d'une importance croissante, surtout à cause du manque de contrôle social et d'intérêt pour ces questions, ce qui incite à un dumping aussi bien social qu'environnemental (Romero *et al.,* 2012). Là où les zones de captage d'eau sont polluées au niveau des cours supérieurs, le changement environnemental ne sera pas visible pendant un certain temps jusqu'à ce que l'effet d'hystérésis des impacts environnementaux cumulés aie des conséquences pour les riverains en aval, par exemple sous la forme de contamination des eaux souterraines, d'inondation, de sécheresse ou d'accidents industriels. Le dumping social se manifeste par des conditions de travail dangereuses et mauvaises. La population locale vit à court terme, sans la perspective d'un développement sur plusieurs générations comme indicateur de développement durable. Dans ce numéro Marie Forget montre qu'une telle stratégie de développement est également pratiquée par les autorités régionales. Contrairement à ce que l'on pourrait penser à première vue ce constat contredit le mythe qui veut que les autorités locales agissent davantage dans l'intérêt d'une région périphérique qu'un lointain gouvernement central. Ce qui est un argument de poids contre l'argument fréquent selon lequel les régions de montagne prendraient des décisions plus sages et plus durables si elles bénéficiaient d'une plus grande autonomie régionale et de mesures de subsidiarité, et si elles ne dépendaient pas de

l'intérêt des États. Donc, ce ne sont pas seulement les acteurs externes qui sont responsables de dumping écologique et social, mais l'ensemble des acteurs locaux et régionaux en relation avec les parties-prenantes externes.

La fourniture d'eau et d'hydro-énergie comme appropriation de biens publics

11 Le changement global génère des déséquilibres de grande ampleur entre la demande et la fourniture d'eau, tant en termes qualitatifs que quantitatifs. Avec pour conséquence une convoitise susceptible de transformer complètement l'utilisation domestique de l'eau en marchandise, c'est-à-dire, passer d'un régime de redevances municipales à un régime de sociétés privées rentables. Dans la plupart des pays européens l'eau est encore considérée comme une ressource qui présente un caractère de bien public auquel l'accès est envisagé comme un droit humain, payé par des redevances et des impôts. Ce qui a longtemps signifié que l'eau ne générait pas de profit et empêchait son exportation à grande échelle jusqu'à des endroits où les réserves ont été surexploitées ou dégradées. Cette pratique est remise en cause, dans le cadre d'un processus qui est très contesté. Les études de Bérangère Serroi et de ses collègues sur le cas de la Chartreuse, ainsi que d'Yves Rousselot sur le cas du Lesotho et de la région métropolitaine de Johannesburg, montrent de graves conflits d'intérêts à des échelles différentes. Les hiérarchies spatiales résultantes entre les territoires détenteurs de ressources et les territoires qui en sont consommateurs sont l'expression de hiérarchies socio-économiques et de relations de pouvoir sous-jacentes.

12 Ces deux exemples montrent que les délimitations spatiales sont politiquement et socialement construites et que les conflits d'intérêts qui leur sont liés ne permettent pas d'aboutir à une solution « objective » et favorable à toutes les régions concernées. En fait, c'est l'échelle choisie qui détermine la possibilité que les conflits d'intérêts deviennent visibles. Ce choix scalaire est arbitraire et dépend des rapports de pouvoir entre les principaux acteurs sociétaux. Leur position de force et de négociation définit ce qui est appelé « gagnant - gagnant » et ce qui est au contraire défini comme asymétrique. Il est donc clair que, dans une situation de distribution polarisée de population et de valeur ajoutée, la sécurité d'approvisionnement des régions métropolitaines aura toujours la priorité. Les acteurs urbains se plaignent de leur dépendance et de leur position subalterne par rapport aux zones de montagne, bien que la population des zones montagnardes y gagne moins.

13 On peut en conclure que la régionalisation opérée selon une ligne « montagnes *versus* basses terres » n'est guère utile en terme de critère de durabilité. L'autonomie montagnarde sous couvert d'arguments de subsidiarité ne réduira pas la hiérarchie fonctionnelle existante. Au contraire puisqu'en restant dans une position de faiblesse, les zones de montagne adoptent souvent la logique de la régulation par le marché, ce qui revient à être en mesure de vendre leurs ressources spécifiques comme produits de niche à un prix élevé ; une stratégie qui génère une incitation à la surexploitation, avec des conséquences à long terme qui ne peuvent pas être estimées.

Habitat réservé dans un paysage de prestige

14 Les zones de haute montagne développées et accessibles sont devenues au cours des deux dernières décennies de plus en plus spécialisées dans l'habitat résidentiel (entre autres :

Moss et Glorioso, 2014; *Geojournal* 2009 ; *Revue de géographie Alpine* vol 99-1, 2011 et 102-4, 2014.). Ici, deux tendances peuvent être identifiées : d'une part, l'extension des aires métropolitaines proches de la montagne, sous la forme de périurbanisation progressive sur les pentes. Ce qui concerne en particulier les montagnes des régions densément peuplées d'Europe, où une forte mobilité spatiale et sociale des travailleurs qualifiés a fait une règle de la « navette d'une heure ». D'autre part, la transformation des destinations touristiques en zones résidentielles dédiées aux familles à résidence multilocale et à leurs amis. Ces nouveaux modèles sont liés aux demandes émergentes des citadins cherchant à investir ou héritiers de biens immobiliers en montagne. Ils sont également liés à de nouvelles offres immobilières sur fond de manque de rentabilité et de profonde transformation du secteur du tourisme. Ces nouvelles résidences ne sont plus de simples appartements basiques pour des vacances en plein air, et répondent désormais en alternance aux mêmes usages que les résidences principales. Ils permettent de changer d'environnement et servent à organiser le « vivre ensemble séparément », pour rencontrer la famille multi-générationnelle et les amis privés ou professionnels, tout en permettant le télétravail dans un endroit calme et agréable en dehors de la ville (Schier *et al.,* 2015).

15 Le paradigme européen de la croissance interne de la ville (plutôt que son étalement) trouve son complément dans la recherche d'altérité rendue possible par l'élargissement des pratiques de vie multi-locales. Les montagnes voient le tourisme remplacé par l'activité immobilière, et de nouveaux modèles se font jour à partir de la valorisation du paysage et de nouvelles formes de différenciation sociale *via* la résidence secondaire. Un tel développement vers une résidence à usage multilocal s'opère dans les grandes stations alpines, mais aussi dans les communes qui ont maintenu leur apparence « rurale » à des altitudes inférieures. Ces deux cas, station touristique et village périurbain font parties des nouvelles aires métropolitaines. Elles deviennent fonctionnellement intégrées en tant que « quartiers » socialement ségrégués par une « gentrification alpine », ou en tant que capital territorial d'échelle régionale dans le cadre de la compétition internationale entre les villes (Perlik, 2011). Les contributions de Carla Marchant et Cristina Mattiucci traitent ce sujet sous différents aspects, à partir de cas issus des Alpes italiennes et des Andes chiliennes, qui montrent que la recherche de qualité paysagère est devenue un sujet d'ampleur mondiale pour les classes moyennes établies et émergentes.

Espaces Protégés : entre l'Arche de Noé et Disneyland

16 Même les périphéries les plus lointaines peuvent être décrites comme des fournisseurs globaux, en ce qu'elles ouvrent des nouvelles niches de marché en tant qu'espaces protégés. Ceci à partir de deux concepts de base : le concept original de parc national américain, où l'homme ne doit pas intervenir, et l'approche européenne où le paysage culturel généré par les interventions humaines est intégré dans les concepts de parcs. Dans les zones de montagne habitées, aucun de ces concepts n'est prisé par les populations locales.

17 Le cas traité par Pratiba Naitthani et Sunil Kainthola montre que les paysans de l'Himalaya appartenant à l'ethnie Bhotiya, qui pratiquent le pastoralisme, ont peur d'être évincés en perdant l'accès aux pâturages. Même le statut d'autonomie régionale de l'Uttarakhand, qui est séparé en fait depuis 2000 comme un État fédéral à part entière, dont le périmètre coïncide avec la zone de montagne, n'apparaît pas comme un appui

pour la population locale. Au contraire, en tant que successeur juridique des colons britanniques, l'Uttarakhand constitue le plus grand propriétaire terrien. L'Uttarakhand favorise sa modernisation par le développement de l'énergie hydraulique dans les vallées et par le tourisme haut de gamme en haute altitude, en référence à la conception américaine qui exclut les pratiques culturelles humaines. Nous pouvons établir un parallèle avec l'exploitation minière en Argentine, où l'autorisation de concession s'inscrit dans une configuration similaire du pouvoir régional. Cet exemple renforce la vision critique des conceptions qui visent au maintien du statut insulaire des Alpes au sein d'une macro-région rurale au centre de l'Europe.

18 Pour autant, le concept d'espaces protégés dans des paysages culturels n'est pas privilégié, car il déplace les objectifs de développement de régions qui passent d'une trajectoire dominée par la production à un parcours complètement focalisé sur la reproduction. Cela traduit un changement de paradigme qui est considéré comme problématique dans une économie mondiale où la productivité et la production de biens tangibles et intangibles sont des éléments clés, et où les populations de montagne ne semblent pas être assez puissantes pour développer un contre-modèle vis-à-vis de la norme productiviste prédominante. Par conséquent, les populations locales craignent un accroissement de l'écart de développement entre les régions métropolitaines les plus développées et les régions peu peuplées en proie à une diminution constante des services. Du point de vue des périphéries cela semble logique : tant que le régime d'accumulation prédominant favorise la concentration de la richesse, de la connaissance et de la capacité d'innovation (mesurées en termes de systèmes performants de transport public, d'offres culturelles, de médecine de pointe, d'éducation supérieure et de réseaux personnels denses), tout ralentissement s'opère au détriment des périphéries. Heino Meessen *et al.* proposent un regard sur les Carpates, une région de montagne moins prospère. Ils présentent une méthode de traitement des conflits d'intérêts entre population locale et partisans d'une conception stricte de la protection. Grâce au rassemblement des différentes parties prenantes, la divergence d'intérêts entre la population locale et les positions urbaines des ONG et des administrations nationales devient transparente et négociable, comme dans le cas de l'approvisionnement en eau dans la Chartreuse traité par Bérangère Serroi *et al.* Ce sont de telles mesures qui pourraient rompre les relations unilatérales de dépendance asymétrique entre régions métropolitaines et périphéries.

Les disparités spatiales institutionnalisées

19 Une des conséquences de la renonciation au paradigme fordiste d'égalité référé au développement régional est la concentration des services haut de gamme et des fonctions de contrôle dans les régions métropolitaines, qui maintiennent et augmentent leur diversité, offrent des emplois attractifs et génèrent une forte valeur ajoutée. À contrario, les zones faiblement peuplées peuvent avoir du succès dans des niches très spécialisées. Dans la plupart des pays européens, les institutions en charge du développement spatial et régional ont adopté le concept de région en tant qu'acteur entrepreneurial. Ce modèle entretient la polarisation du développement territorial, qui incite les zones montagnes les plus dynamiques à rechercher de nouvelles niches de marchandisation de leurs spécificités paysagères. Leurs composantes improductives (« zones à faible potentiel ») font l'objet d'un découplage vis-à-vis du développement ultérieur, ce qui engendre de nouvelles disparités et un développement territorial asymétrique. Cette asymétrie affecte moins le pouvoir d'achat disponible dans une région que les futures options de

développement : les régions rurales s'intègrent fonctionnellement aux zones urbaines en tant qu'acteurs subalternes avec de nouvelles fonctions spatiales, pendant que leurs centres locaux perdent leurs anciennes fonctions clés. Les institutions européennes pour le développement territorial traitent ces transformations en instaurant les régions métropolitaines comme nouvelle catégorie spatiale. Dans leur contribution, Nathalie Bertrand et ses collègues montrent de façon saisissante cette évolution à travers l'exemple de la région métropolitaine du Grand-Genève.

Les zones de montagne comme indicateur de la division mondiale du travail

20 Les contributions au numéro montrent les nouvelles fonctions des zones de montagne dans le cadre du changement global, qui s'expriment en particulier au sein des processus de métropolisation. Ces nouvelles fonctions proviennent en partie de l'extérieur des régions de montagne, mais émanent aussi d'une nécessité subjective de changement dans les zones de montagne, du fait de l'accentuation de la mobilité, de la mondialisation des sources d'information et de la comparaison accrue entre modes de vie. L'obsolescence des chaines de valeur traditionnelles d'une part, et d'autre part l'expérience selon laquelle les soutiens externes ont toujours été liés à des conditions imposées incitent les régions à suivre des modèles de développement basés sur l'auto-responsabilité : les concessions minières se traduisent en emplois pour une population touchée par le chômage ; la vente des droits sur l'eau se traduit par des revenus qui, bien qu'ils soient fixés par négociation politique – et même trop bas – sont perçus comme un juste prix pour une ressource, d'autant plus qu'ils n'ont pas le mauvais arrière-goût des subventions ou de la charité. Certaines stratégies de modernisation sont basées sur l'expérience d'autres parties du monde, en cela qu'elles prennent pour argent comptant les suggestions inlassablement répétées des politiques dominantes : ainsi, l'adoption du modèle américain de parc national dans l'Himalaya promet le passage d'un pastoralisme extensif de subsistance à un tourisme de niche à forte valeur ajoutée qui devrait attirer un riche clientèle internationale disposée à payer pour un paysage produit et la biodiversité, c'est à dire des services personnels haut de gamme.

21 Toutefois, les processus de transformation ne fonctionnent pas aussi facilement que leurs promoteurs l'espèrent. Les paysans s'opposent à la restriction de leurs droits et rejettent aussi bien l'écotourisme que leur propre transformation en gardiens de la nature. Les organisations environnementales se battent pour la biodiversité et la conservation des paysages naturels – et cultivés –, contre la construction de barrages pour le stockage de l'eau et la production électrique. Une large alliance populaire (à l'extérieur comme à l'intérieur des montagnes) s'engage dans le débat contre l'étalement urbain et rejette l'augmentation du nombre de projets de construction et de promotion immobilière dans les zones de montagnes. Les ONG à vocation sociale se mobilisent contre les opérateurs mondiaux du commerce de matières premières et dénoncent à la fois l'évasion fiscale et les misérables conditions de travail des travailleurs.

22 On pourrait accepter ces dégradations de pollution, la perte de biodiversité etc. comme des sortes de « dégâts collatéraux » temporairement nécessaires dans l'intérêt d'une croissance globale, et parce qu'elles seraient susceptibles d'améliorer à long terme la vie et les conditions environnementales de la majorité d'une population – une position dont

la caractère plausible n'est pas prouvé. Mais, plus important encore, se pose la question fondamentale de savoir si cette approche est bénéfique à long terme, c'est-à-dire soutenable. Les zones de montagne qui adoptent ces stratégies parient sur la fourniture de produits uniques sur les marchés urbains mondiaux. Avec cette stratégie orientée vers l'offre, elles prennent des risques car elles réorientent leurs propres infrastructures avec des coûts énormes en sacrifiant d'autres options pour s'adapter aux besoins de marchés mondiaux qu'elles ne maîtrisent pas et qui évoluent rapidement. Ceci sans garantie que ces investissements soient payants. Si les investissements dans une trajectoire économique aussi spécialisée se traduisent par un échec, ils ne se traduiront pas seulement par de vaines dépenses, mais pire encore par des options de développement dégradées : bétonnage d'espaces ouverts, destruction d'une image positive et dispersion aux quatre vents des atouts antérieurs du capital territorial existant. Les zones de montagne sont en train de perdre une partie de leurs libertés d'action et sont liées aux objectifs de développement de leurs voisins périalpins. Les régions métropolitaines gagnent deux fois : elles conservent leur diversité de clusters productifs et elles étendent cet avantage en intégrant les périphéries, en tant qu'avantages de localisation pour les nouveaux résidents, les nouvelles entreprises de services et le tourisme urbain. Les zones de montagne cependant perdent avec leurs nouvelles spécialisations une partie de leur capital territorial, qui a été créé lentement pendant de longues périodes et qui est maintenant dévalué.

Conclusions

23 (a) Dans le cadre du changement global, les économies traditionnelles spécifiques des montagnes perdent de leur importance. Le changement structurel des montagnes génère une marchandisation de nouvelles ressources. Souvent, cela signifie la privatisation des biens qui précédemment étaient biens publics. La marchandisation croissante de l'esthétique du paysage convertit les zones de montagne d'un territoire de production à un territoire de consommation. Le modèle de commerce basé sur l'exportation est reconstruit en modèle d'économie résidentielle. La critique de l'étalement urbain se développe en parallèle avec l'augmentation de la multilocalité. Les villes se densifient et optent pour des appartements plus petits, mais bénéficient d'une « succursale prolongée » dans les montagnes.

24 (b) La thèse fréquemment affirmée selon laquelle une régionalisation établie suivant la topographie des montagnes conduirait à une économie plus adaptée et plus durable perd sa base. Lorsque les zones de haute et basse productivité sont séparées sur le plan administratif il est évidemment encore plus difficile pour la région à productivité inférieure d'obtenir le soutien et la compréhension du voisin riche – on pourrait appeler cela le « syndrome grec ». Les zones pauvres distinctes sont donc exposées à des recommandations pour attirer des investissements étrangers directs et pour s'adapter aux ordres du voisin car elles sont trop faibles pour les rejeter. Ici, nous voyons une similitude avec les acquisitions de terres sur grande échelle en Afrique connues comme « land grabbing ». Les raisons d'accepter les conditions sont multiples. Le manque de connaissances et le népotisme ou une combinaison des deux ne sont certainement pas rares – deux raisons qui sont un argument pour ne pas exagérer et ne pas mal interpréter le principe de subsidiarité.

25 (c) La concentration de la population et des secteurs économiques les plus productifs en dehors des montagnes signifie que le pouvoir de décider de l'utilisation des ressources des montagnes se déplace loin des montagnes. Alors qu'un fort pouvoir d'achat atténue les disparités monétaires, les disparités fonctionnelles entre les régions métropolitaines et leur arrière-pays de montagne ne font qu'augmenter. La croissance métropolitaine génère également une demande croissante de ressources, qui doivent souvent être livrées par les sites de montagne et qui créent des "hotspot", concentrés d'industries extractives, sans qu'ils deviennent de véritables pôles diversifiés.

26 (d) L'exploitation accrue des ressources anciennes et nouvelles met en péril les filières régionales endogènes. La population des montagnes est au courant de ce changement. Bien que les zones de montagne aient une position affaiblie par rapport aux questions urbaines depuis les années 1990, d'un autre point de vue elles ont obtenu le support de la société civile et des ONG relativement aux champs sociaux comme la sécurité alimentaire et l'approvisionnement mondial. Par conséquent, les conditions pour renégocier les termes des échanges sont toujours valables et sont traitées comme le montrent les cas d'études dans ce numéro thématique. Les zones périphériques obtiennent des nouvelles fonctions dans la société et pour cela elles s'intègrent au sein des marchés des loisirs et des marchés du travail des régions métropolitaines ; elles perdent au moins en partie leur caractère de « zones rurales ». Pour être couronnée de succès et pour contrecarrer la relation asymétrique une forte coopération entre les régions de montagne et les régions métropolitaines est inévitable, mais elle doit être pratiquée avec une autre modalité. Cela signifie un processus dans lequel les deux parties doivent abandonner leurs positions égocentriques. En revanche, un renforcement de la coopération entre les zones de montagne seules est peu probable et serait vraisemblablement même contre-productif, car il alimenterait les ambitions isolationnistes.

27 Pour résumer : Le rôle des territoires de montagne en tant que fournisseurs mondiaux va plutôt augmenter. Les habitants des régions de montagne ont réalisé être dans ce rôle, que ce rôle est associé à des graves inconvénients et qu'ils doivent défendre leur position contre la position plus forte des agglomérations périalpines. Les deux parties ne seront gagnantes qu'à long terme si elles font correspondre leurs différents intérêts et les rendent compatibles. Cette position plaide contre une pure défense des régions de montagne, ainsi que contre l'apologie de la voie urbaine comme échelon supérieur de la société – dans la compréhension d'une géographie critique de l'urbain (GINTRAC/GIROUD, 2015[1]).

BIBLIOGRAPHIE

Baghel R., Nüsser M., 2010.– “Discussing large dams in Asia after the World Commission on Dams: Is a political ecology approach the way forward?” *Water Alternatives* 3(2): 231-248.

Bury J., Mark B.G., Carey M., Young K.R, McKenzie J. M., Baraer M., French A. and. Polk M. H. 2013.– “New Geographies of Water and Climate Change in Peru: Coupled Natural and Social

Transformations in the Santa River Watershed." *Annals of the Association of American Geographers*, 103:2, 363-374.

Geojournal, 2011.– vol. 76.

Gintrac C., Giroud M. 2015.– *Villes contestées. Pour une géographie critique de l'urbain*. Paris : Les prairies ordinaires.

Harvey D. 1982.– *The limits to capital*. Basil Blackwell. Oxford.

Hoffmann, D., Requena, C. 2012.– « Bolivia en un mundo 4 grados más caliente. Escenarios sociopolíticos ante el cambio climático para los años 2030 y 2060 en el altiplano norte. » La Paz, Bolivia: Instituto Boliviano de la Montaña and Fundación PIEB.

Messerli, P., Lehmann, B., Hurni, H. 2008.– "Landscape as a resource for mountain development." *Mountain Research and Development* 28(2): 99-99. DOI:10.1659/0276-4741(2008)28[99:E]2.0.CO;2.

Moss L.A.G., Glorioso R., eds. 2014.– *Global Amenity Migration: Transforming Rural Culture, Economy and Landscape*. Kaslo, BC/Canada. New Ecology Press.

Ojeda G., Rueff H., Rahim I., Maselli D. 2012.– "Sustaining mobile pastoralists in the mountains of northern Pakistan. Evidence for Policy Series, Regional edition Central Asia", No. 3, ed. Mira Arynova. Bishkek, Kyrgyzstan: NCCR North-South.

Perlik M. 2011.– "The mountain village as a metropolitan neighbourhood." *Revue de géographie alpine* 99(1).

Perlik M. 2012.– « Les zones de montagne comme laboratoire en vue d'identifier les nouvelles inégalités spatiales post-fordistes. Habilitation à diriger des recherches. » Université de Grenoble. Version anglaise en preparation aux éditions *Routledge*.

Romero H., Méndez M., Smith P. 2012.– "Mining Development and Environmental Injustice in the Atacama Desert of Northern Chile". *Environmental Justice* 5(2): 70-76.

JAR/RGA, Journal of Alpine Research/Revue de Géographie Alpine 2011.– vol 99(1)

JAR/RGA, Journal of Alpine Research/Revue de Géographie Alpine 2014.– vol 102(4)

Schier M., Hilti N., Schad H., Tippel C., Dittrich-Wesbuer A., Monz A. 2015.– "Residential Multi-Locality Studies – The Added Value for Research on Families and Second Homes." TESG, *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie,* 106(4): 439--452.

TESG, Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie, 106(4).

Smith N. 1984, 2008.– Uneven Development. Nature, Capital and the Production of Space. 3rd Edition. Athens, London: Georgia.

Soja E. 2010.– *Seeking Spatial Justice.* Minneapolis. University of Minnesota Press.

NOTES

1. Dernier livre de Matthieu Giroud (1976-2015), enseignant-chercheur et géographe critique formé à l'Université de Grenoble, tué lors de l'attentat monstrueux du Bataclan (salle de spectacle) à Paris le 13 novembre 2015.

AUTEURS

MANFRED PERLIK

Professeur associé, Université de Berne, Centre pour le Développement et l'Environnement (CDE) ; Université Grenoble Alpes, Laboratoire PACTE, UMR 5194 ;manfred.perlik@cde.unibe.ch